



Le 2 octobre, mobilisation massive, en grève et dans les manifestations contre l'austérité, pour un autre budget, pour l'avenir du service public d'Éducation !

Le jeudi 18 septembre, les personnels de l'Éducation nationale étaient bien mobilisés, en grève et dans les manifestations, à l'appel de l'intersyndicale FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation pour un autre budget, contre tout budget d'austérité et pour l'avenir du service public d'Éducation.

Après la réussite de cette mobilisation, l'ensemble des organisations syndicales avait posé un ultimatum au premier ministre. Mais Sébastien Lecornu n'a apporté aucune réponse claire à la colère des salarié·es, agent·es, demandeurs·euses d'emploi, jeunes, retraité·es qui s'est exprimée depuis la rentrée. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale, fiscale et environnementale. **Il a confirmé ses orientations dans un entretien dans la presse, annonçant sa volonté de limiter la hausse des dépenses publiques de santé ainsi qu'une coupe de 6 milliards d'euros dans le « train de vie de l'État », expression tendancieuse et provocatrice au regard de l'état des services publics. Les propos du ministre traduisent à demi-mot le coup de rabot sur les services publics avec, pour les personnels, des conditions de travail dégradées et pas de perspectives de revalorisation.** Ces annonces confirment l'obstination d'un exécutif qui cherche à faire des économies sur nos vies et refuse tout changement de politique. Les choix budgétaires qui se dessinent, dans la continuité de ceux faits depuis 2017 touchent en premier lieu les personnes qui sont déjà les plus précarisées et les plus discriminées. Ces choix sont aussi dangereux : ils ne peuvent que nourrir le désespoir social sur lequel prospèrent les idées d'extrême droite si dangereuses pour la cohésion sociale et que nous voyons tous les jours, avec inquiétude, s'ancrer dans notre quotidien.

La rentrée dans l'Éducation nationale a confirmé la crise structurelle dans laquelle l'École publique est enlisée. Les écoles, collèges et lycées sont asphyxiés par le manque de moyens. Les classes sont surchargées, les vies scolaires sont sous pression, des élèves en situation de handicap ne bénéficient pas de l'accompagnement nécessaire voire n'ont pas du tout d'AESH et les services médico-sociaux sont exsangues. Tous les personnels, quels que soient leurs métiers, témoignent de plus en plus fréquemment de la perte de sens de leurs métiers, la démission n'étant plus un sujet tabou.

Mais la grève et les manifestations du 18 septembre ont montré la combativité et la détermination de la communauté éducative qui a participé pleinement à cette journée, les manifestations ont compté jusqu'à un million de manifestant·es sur tout le territoire et rencontré un soutien populaire considérable. Le MEDEF et les ultra-riches montrent leur fébrilité à travers des prises de position lunaires car ils voient leur monde vaciller, des revendications de justice fiscale dont la concrétisation est à portée de main : c'est le moment d'amplifier la mobilisation pour gagner un autre budget et refuser tout budget d'austérité. Tout montre que nos exigences sont finançables par une meilleure répartition des richesses !

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation appellent donc à amplifier la mobilisation pour exiger que la totalité des mesures présentées cet été dans le budget soit abandonnée par le nouveau gouvernement. Elles exigent aussi un changement de cap budgétaire porteur d'espoir, de justice sociale, fiscale et environnementale.

Elles partagent notamment l'exigence d'une augmentation des salaires sans contreparties pour toutes et tous. Il faut aussi un changement de cap pour les politiques éducatives. Nos organisations refusent des suppressions d'emplois prétendument légitimées par la baisse démographique : la boussole de toute politique éducative ne doit pas être la logique comptable, mais bien humaine et éducative. Elles exigent la création de tous les postes nécessaires dans nos métiers. Elles exigent aussi un statut de la Fonction publique pour les AESH. Le budget nécessaire à la rénovation du bâti scolaire doit être dégagé.

Dès maintenant, nos organisations FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action et SUD Éducation :

– appellent à organiser des réunions et heures d'informations syndicales pour échanger avec les collègues du caractère brutal, injuste et inacceptable des orientations budgétaires présentées par le premier ministre et préparer la grève du 2 octobre

– appellent à se mobiliser par la grève et la manifestation le jeudi 2 octobre et à se réunir dans les écoles, les établissements et les services pour discuter des suites.

Nos organisations restent en contact pour faire un point en amont de la journée de mobilisation du 2 octobre et se reverront rapidement après le 2 octobre pour prendre toute initiative nécessaire.

A Paris, le 29 septembre 2025